

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DCPAT n°2018- ~~83~~ du **23 MAI 2018**, portant mise en demeure de respecter les articles 7.3.5.1, 7.5.10 et 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 et l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement que la société ECOPUR exploite au 8, impasse des Petits Marais à GENNEVILLIERS

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 du 9 novembre 2010 réglementant l'exploitation du centre de transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets d'assainissement de la société ECOPUR situé au 8, impasse des Petits Marais à GENNEVILLIERS,

Vu l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le rapport de Madame la Cheffe de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France du 18 avril 2018 constatant le non respect des articles 7.3.5.1, 7.5.10, 8.2.1.1 et 21 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité et de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 avril 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant, faisant suite à la transmission du rapport susvisé,

Considérant les non-conformités notables relevées lors de la visite en date du 27 mars 2018 et qui sont les suivantes :

- contrairement à l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité, l'ensemble des déchets conditionnés ne sont pas stockés à l'intérieur des armoires métalliques présentes dans les alvéoles extérieures (non-conformité notable n°2),
- contrairement à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'installation des protections contre la foudre n'a pas fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. En outre, une vérification visuelle des protections n'a pas été réalisée annuellement par un organisme compétent (non-conformité notable n°3),
- contrairement à l'article 7.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité, l'établissement n'est pas équipé d'un détecteur de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant (non-conformité notable n° 4),
- contrairement à l'article 7.5.10 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité, les vannes de sectionnement ne sont pas commandables à distance (non-conformité notable n°5),

Considérant que face à ces manquements et aux enjeux en termes de risques accidentels, il convient de faire application de l'article L.178-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ECOPUR de respecter les articles 7.3.5.1, 7.5.10, 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité et l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société ECOPUR représentée par Mme VAZELLE, directrice, dont le siège social est situé 8, rue du grand Etang ZI du Petit Parc 78920 ECQUEVILLY qui exploite un centre de transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets d'assainissement au 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers, **est mise en demeure**, à compter de la notification du présent arrêté de respecter :

- **dans un délai d'un mois**, les dispositions de l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité, en stockant l'ensemble des déchets conditionnés à l'intérieur des armoires métalliques présentes dans les alvéoles extérieures (non-conformité notable n°2).
- **dans un délai de 3 mois**,
 - . les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'installation des protections contre la foudre n'a pas fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. En outre, une vérification visuelle des protections n'a pas été réalisée annuellement par un organisme compétent (non-conformité notable n°3),
 - . les dispositions de l'article 7.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité, en équipant l'établissement d'un détecteur de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant. (non-conformité notable n° 4),

. les dispositions de l'article 7.5.10 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 précité, en équipant les vannes de sectionnement de commandes à distance (non-conformité notable n°5).

ARTICLE 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Gennevilliers, Madame la Cheffe de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

